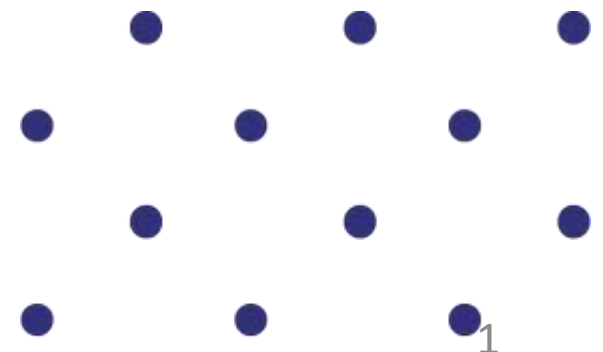
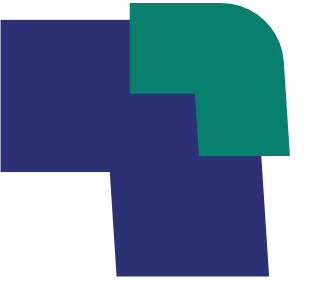


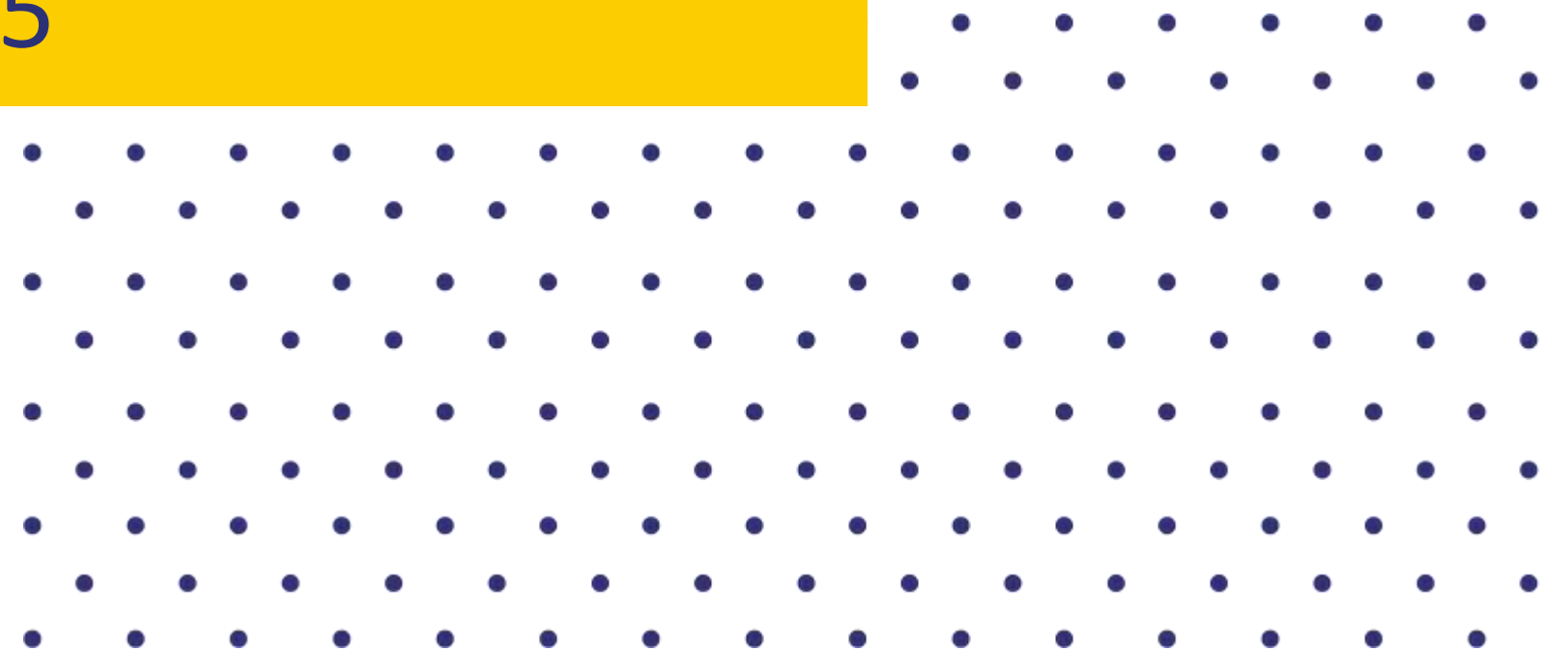
# AU SERVICE DES COLLECTIVITÉS





# Programme emploi, formation et développement économique

Bilan du CIV 2025



# 2024 : une année centrée sur la mise en œuvre des mesures du CIV du 27 octobre par l'ANCT et de préparation du CIV du 6 juin 2025

## Accompagnement au développement de l'insertion professionnelle en QPV

1. Par l'intégration des acteurs des QPV au sein des comités locaux pour l'emploi, afin d'articuler les interventions des différents acteurs et développer les actions d'aller vers de France Travail e
2. Le lien renforcé avec le ministère du travail et les principaux partenaires emplois du programme (APEC, Pôle Emploi, E2C, EPIDE...)
3. Par le renforcement de l'engagement des entreprises au travers du dispositif « les entreprises s'engagent dans les quartiers #Paqte »

## Accompagnement des initiatives des acteurs des QPV

1. Par la définition du volet investissement dans les contrats de villes vers les projets de développement économique, pour l'économie classique mais aussi pour les acteurs de l'ESS et développement de l'outil DEVECO
2. Par le développement du programme entrepreneuriat Quartiers 2030 avec Bpifrance et la CDC pour accompagner 100 000 entrepreneurs issus des quartiers
3. Par la structuration de l'accompagnement des acteurs associatifs des QPV (partenariat national et mise en réseau des acteurs, mécénat territorial...)

# Un objectif pour l'ANCT : mieux coordonner les actions en faveur de l'insertion professionnelle des habitants des QPV



## COOPÉRER

Avec le ministère du travail et France Travail dans le cadre des comités locaux pour l'emploi, en s'appuyant sur les coordinations locales comme les cités de l'emploi



## PROGRAMME EMPLOI, FORMATION DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ANCT, DANS LE CADRE DU CIV



## COALISER

Les réseaux nationaux de l'ESS en charge de l'emploi et du développement économique, sur la base des collectifs existants

## ACCOMPAGNER

100 000 entrepreneurs issus des QPV avec Bpifrance dans le cadre du programme Entrepreneuriat Quartiers 2030

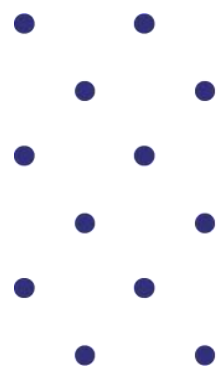
Le développement du volet investissement des contrats de villes (circulaire du 8 septembre 2025)

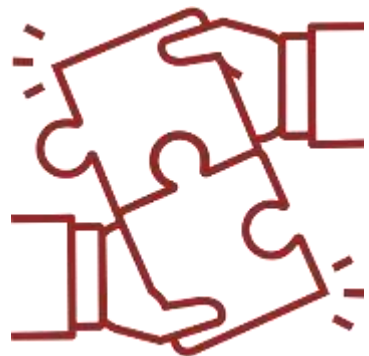




# 1.

Accompagnement du développement  
de France Travail en QPV





## 3 leviers d'action pour renforcer l'emploi dans les quartiers



### Mobiliser le droit commun

- Développer l'apprentissage
- Renforcer le parrainage
- Faciliter l'accès aux dispositifs de seconde chance
- Déployer une action d'aller-vers, en lien avec France Travail, dans chaque QPV
- Conventionner avec les principaux acteurs de l'emploi

### Encourager les coopérations

- Associer les acteurs de la politique de la ville aux CLPE (notamment les cités de l'emploi)
- Encourager l'installation d'une ingénierie propice à la coopération des acteurs
- Faciliter la coordination des différents dispositifs d'insertion professionnelle et des dispositifs spécifiques (dont EQ 2030, LES-PaQte, etc.)

### Renforcer l'impact

- Croiser les engagements des contrats de ville et ceux des feuilles de route
- Collecter et partager les données pour mieux piloter et évaluer la politique publique
- Partager les bonnes pratiques (dont le bilan de l'expérimentation des cités de l'emploi), via une animation nationale

#### Un cadre d'action renforcé :

- CIO Ministère du Travail/Ministère de la Ville
- Convention France Travail/ANCT

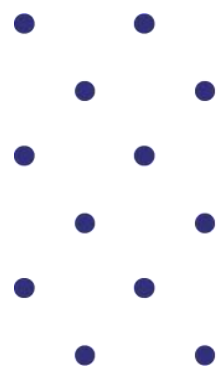
#### Objectifs CIV :

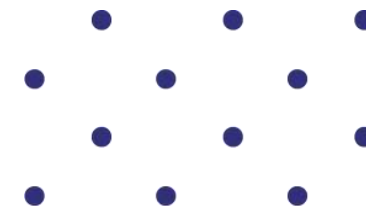
- Intégration des acteurs de la politique de la ville dans les CLPE
- 1 action d'aller-vers dans chaque QPV
- 80 000 apprentis issus des QPV
- 40% de volontaires Epide issus des quartiers
- 33% des jeunes parrainés et inscrits en E2C issus des quartiers



# 2.

Accompagner les projets  
d'investissement dans les QPV





**Mesure du CIV du 27/10/2023, déclinée dans la circulaire du 31/08/2023 et l'instruction du 4 janvier 2024 posant le cadre d'élaboration des contrats de ville, confirmée au CIV du 6 juin 2025**

**Objectif : renforcer la dynamique économique des QPV et améliorer le cadre de vie des habitants y résidant en palliant au sous-investissement chronique dans ces quartiers par :**

- **une stratégie d'investissements portée par les collectivités locales**, issue des priorités des territoires et des besoins des habitants (d'où la demande d'inscrire un volet investissement dans les contrats de ville), des investissements privés dans les QPV, notamment dans le cadre de partenariats public-privé ;
- **une meilleure mobilisation des capacités d'ingénierie et de financement** (subventions, prêts, mécénat de fondations ou d'entreprises...) proposés par l'Etat, les collectivités locales, et des investisseurs privés et des opérateurs publics, notamment la Banque des Territoires, co-pilote de la mesure.







# Périmètre d'intervention

## Thématiques prioritaires

---

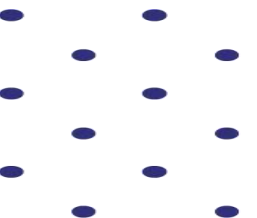
- **Développement économique** : en coordination avec les comités locaux pour l'emploi et complémentarité avec la démarche « les entreprises s'engagent dans les quartiers-Pacte » ou le programme « entrepreneuriat Quartiers 2030 » : financement de projets de rénovation commerciale des pieds d'immeubles, de couveuses ou pépinières d'entreprise, de plateaux techniques de formation, de lieux dédiés à l'ESS, de projets de SIAE, réseaux de chaleur urbain...

- **Accès aux services publics et de proximité essentiels**, prioritairement la réhabilitation ou la construction d'équipements d'accès aux soins, de soutien à la parentalité, petite enfance, éducation, pratique sportive... sans exclusive d'autres types d'équipements (culturels, mobilités douces...).

**Priorité transversale : avoir un bénéfice en termes de transition écologique et d'amélioration du cadre de vie**

# Modalités d'intervention

- **Tous les territoires en QPV sont éligibles** à la mesure volet investissement public et privé dans les contrats de ville (en articulation avec la programmation territoriale existante des investissements : CRTE, CPER, Pacte des solidarités) ;
- **Financement d'études de faisabilité et de programmation ;**
- **Cofinancement de 30 postes de chefs de projets** sur 3 ans renouvelable pour 1 an, en complémentarité avec les outils d'ingénierie existants (chefs de projet ACV/PVD/Territoires d'industrie/NPNRU) ;
- **Financement des projets d'investissement sur les crédits du droit commun et spécifiques, avec mobilisation du secteur privé.**





# Instruments d'intervention (1/2)

- **Crédits d'ingénierie pour les études de faisabilité ou de programmation** : marchés d'ingénierie mis à disposition des préfets par l'ANCT, co-financements et subventions de la Banque des territoires, de l'ANAH, de l'ADEME et autres opérateurs de l'Etat ;
- Financement des projets d'investissements par la mobilisation des crédits de droit commun** (DSIL/DSID, Fonds vert (objectif 15%), ANAH, ADEME...) et **spécifiques** (DPV, programme d'investissement immobilier de l'ANCT, FRLA, prêts et fonds propres de la Banque des Territoires, fonds de co-investissement de l'ANRU...), ainsi que les financements européens et privés ;
- Délégation de crédits spécifiques sur fonds de concours (Etat et BDT) pour le cofinancement des postes de chef de projet**, dédiés à la mise en œuvre de la stratégie d'investissements dans
- les contrats de ville.





# Instruments d'intervention (2/2)

## Focus sur les chefs de projet

---

- Création de postes à temps plein dédiés à la mise en œuvre de la stratégie d'investissements dans les contrats de ville (appui à l'ingénierie)
- Positionnement auprès d'une collectivité ou d'un groupement de CT, voire de l'Etat (GIP)
- Cofinancement à hauteur de 48 000€ par an max (1/3 Etat et 2/3 BDT) avec un taux d'intervention max de 60% pour un coût d'ETP chargé de 80 000€
- Critères de sélection des territoires retenus : fort besoin d'ingénierie, capacité de coopération forte avec les parties prenantes publiques et privées, mutualisation du poste entre plusieurs collectivités ou EPCI, existence ou potentiel d'émergence de projets
- Mise à disposition d'un modèle de fiche de poste listant les profils recherchés
- Déploiement à compter de 2026



# Modalités et calendrier de déploiement

- **Réponse pour le 31 octobre 2025 au questionnaire en ligne <https://framaforms.org/mise-en-oeuvre-du-volet-investissement-des-contrats-de-ville-1752739603> en vue de :**
  - Faire un premier recensement des enjeux d'investissement définis dans les volets investissements ou identifiés dans les territoires ;
  - sur cette base, identifier et proposer des territoires qui pourraient bénéficier d'un poste de chef de projet ;
  - désigner des points de contacts régionaux (appelés à coopérer avec les référents des directions régionales de la BDT) et départementaux de l'Etat ;
- D'ici au 31 décembre 2025 :**
  - - Organisation de webinaires d'information avec les points de contacts et référents régionaux Etat/BDT puis par région avec les points de contacts départementaux ;
  - Analyse et pré-sélection des territoires pouvant bénéficier d'une chefferie de projet;
  - Déploiement de la boîte à outils mise en place au niveau national (GRIST, Aides territoires, Devecos) ainsi que des supports d'aide à la décision pour le recrutement des chefs de projet ;
  - Remontée du travail de recensement des projets d'investissements identifiés dans les contrats de ville (base de données via GRIST) par les points de contacts régionaux.